l'acide phénique dans les étables et aux abords des fermes, c'est en vain qu'on empêche toute communication avec les animaux atteints, le typhus se propage jusqu'au moment où il s'est rendu maître de la commune entière. Par quels moyens ? la science elle même ne le sait pas.

« J'en appelle aux cultivateurs qui, comme moi, ont étudié la marche de l'épidémie; ils ont été frappés de l'impuissance de leurs préservatifs. Quand le typhus apparaît dans une commune, il y sévit bientôt dans toutes les étables.

« Et M. Deregnaucourt voudrait rendre la caisse municipale responsable des progrès du typhus alors que rien ne peut les arrêter ! alors que les réglements administratifs ont été exécutés et qu'on a été plus loin qu'eux, dans la voie des précautions à prendre !

« M. Deregnaucourt aspire à défendre nos intérêts devant la Chambre ! Ah ! si l'avenir agricole de la France était seul compromis par lui, nous, cultivateurs, pour lesquels ses coreligionnaires politiques n'ont qu'un insolent mépris, nous ferions litière de nos intérêts personnels, et nous saurions donner, comme pendant la guerre, l'exemple du sacrifice. Mais le moment est grave, nous avons besoin de tous les dévouements, de toutes les lumières, et l'ignorance de M. Deregnaucourt, en matière agricole, nous fait craindre une ignorance plus redoutable encore en matière politique. Voilà pourquoi nous ne voterons pas pour M. Deregnaucourt.

« *Un cultivateur.* »

ÉLECTEURS, AU SCRUTIN !

L'éternelle lutte du mal contre le bien, du désordre contre l'ordre, continue. Une nouvelle bataille va se livrer prochainement. Electeurs, c'est de vous qu'en dépend l'issue, c'est en vos mains que se trouve la victoire. Nous ne nous adressons pas à vous pour vous dire de quel côté doivent pencher vos sympathies. Ce serait une injure imméritée. L'internationale, fille de l'athéisme, a, grâce à Dieu, peu de partisans dans nos religieuses et paisibles contrées. Tous, sauf un nombre presque imperceptible, vous êtes des hommes d'ordre. Cela est vrai, d'ailleurs, pour tout notre département et peut s'appliquer aussi en général à toute la France. Pour assurer la cause de l'ordre et réduire au silence l'internationale et ses corypheés, les braves gens n'ont qu'à secouer cette apathie, cette indifférence qui ne nous a été déjà que trop fatale. Tous levons-nous en masse pour affirmer nos droits :

ÉLECTEURS, AU SCRUTIN !

L'abstention, voilà notre grand mal, et c'est elle surtout que nous voulons combattre. Nos adversaires le savent bien et c'est sur elle seule qu'ils comptent pour remporter une nouvelle victoire. L'armée du désordre, savamment organisée et largement payée, donne toujours tout entière ; la moitié à peine des nôtres prend part à la lutte. Sortons donc de cette torpeur désastreuse. Il y va du salut de la société. Que pas un seul citoyen ne manque à son devoir. L'abstention est une folie, elle est une lâcheté.

C'est une folie de vouloir l'ordre et de ne pas vouloir se remuer pour l'obtenir. On n'a que faire de nos jours de cette platonique vertu qui se contente, dans une béate cécité, de faire des vœux pour la prospérité publique. L'honnêteté des abstentionnistes, c'est un des plus fermes appuis de la révolution.

C'est une lâcheté pour le soldat de se cacher devant l'ennemi qui menace son foyer et sa patrie. Tout citoyen est soldat : le suffrage universel nous a remis à tous une arme entre les mains. Electeurs, l'ennemi est à nos portes ; par nos suffrages nous le réduirons à l'impuissance. Qu'il n'y ait parmi nous ni insensé, ni lâche :

ÉLECTEURS, AU SCRUTIN !

Les dupes.

Quel que soit le résultat des élections de dimanche prochain, plusieurs des partisans de M. Deregnaucourt n'auront été que des dupes. Nous voulons parler de MM. les républicains conservateurs.

Ils s'imaginent, dans la naïveté de leurs illusions, que le nombreux et redoutable parti radical, abjurera ses doctrines les plus chères, et les suivra sur un terrain moins dangereux pour l'ordre public et la sécurité sociale. Ils se sont donné à eux-mêmes la mission de convertir le radicalisme, et pour mieux opérer cette conversion, ils font cause commune avec les radicaux.

Comment donc ne voient-ils pas qu'ils n'aboutiront qu'à faire rire de leur simplicité ?

Sans doute, un rapprochement s'est fait, il est facile de le voir, entre les radicaux et les républicains conservateurs; pourtant il ne faut pas perdre de vue que ce ne sont pas les radicaux qui sont venus aux républicains conservateurs ; mais qu'au contraire, ce sont les républicains conservateurs qui sont allés aux radicaux.

Ce ne sont pas non plus les radicaux qui ont accepté la candidature d'un républicain conservateur, mais ce sont encore les républicains-conservateurs qui ont adhéré à celle d'un candidat radical.

Nous assistons donc, à l'heure actuelle, au plus étrange des spectacles.

Voilà un parti, né d'hier, non constitué encore, qui se proclame modéré et qui veut ramener à la modération les hommes les plus obstinés à en demeurer éloignés.

Et voulez-vous savoir, quels moyens emploie ce parti pour métamorphoser les radicaux en républicains-conservateurs ? Il commence par se mettre lui-même au service du radicalisme !!!

Tel est dans toute sa vérité l'état de la situation.

Eh bien ! si le parti des républicains conservateurs est sincère dans ses protestations de profond attachement à l'ordre et aux doctrines sociales, il doit avouer qu'il tente une œuvre absolument au-dessus de ses forces, puisque dès le premier essai, il est déjà presque irrésistiblement entraîné dans une voie où il ne voulait pas entrer.

Dès lors, n'est-il pas vrai de répéter que les adhérents de ce parti ne peuvent être que des dupes ?

Le parti radical fait en ce moment patte de velours, mais attendez que les élections soient faites et vous verrez.

Allons, messieurs les républicains conservateurs, empressez-vous de tirer les marrons du feu, messieurs les radicaux les auront promptement avalés.

(*Journal du Nord*). E. DELBROUCQ.

Nous vivons dans un temps où les impressions s'effacent vite et où il est bon de remettre sous les yeux du lecteur les arguments sérieux qui peuvent servir à le convaincre. On se souvient que le 30 mai, a eu lieu à Douai, sous la présidence de l'honorable M. Danel, une réunion du parti conservateur de cette ville. Nous jugeons utile de reproduire aujourd'hui le discours si sage et si convaincant, prononcé en cette circonstance par M. Danel, ainsi que les explications très nettes fournies par M. Bergerot sur ses idées et sur ses doctrines politiques.

Voici comment s'est exprimé M. Danel :

« Combattre l'abstention, exciter les électeurs à se rendre au scrutin, tel est le devoir de tout homme ami de son pays.

» Pour qui faut-il voter ?

» Deux candidats sont en présence.

» L'un, M. Deregnaucourt, est le représentant du radicalisme, et c'est à cause de cela qu'il faut le combattre. Il est le candidat du *Progrès du Nord*, qui est dans nos contrées, l'organe notoire du parti le plus avancé. Il a siégé pendant six semaines à l'Assemblée, et ses votes ont été ceux de l'*extrême gauche*, des amis de M. Gambetta.

» Quant à M. Bergerot, il est, avant tout, le représentant du grand parti conservateur dont nous sommes. Avant d'être notre candidat, il a donné des preuves de son savoir et de son amour du travail : au Conseil d'arrondissement de Dunkerque, dont il a été plusieurs années secrétaire; au Conseil général du Nord, où il a fait des rapports qui ont été remarqués. On lui reproche d'être clérical; il faut s'entendre; au temps de sa jeunesse, un grand poète populaire disait : « Je veux être libre d'aller même à la messe. »

» Est-ce là ce qu'on lui reproche, d'aller à la messe ? En ce cas, je le crois clérical; mais à ce compte-là, beaucoup d'autres le avec sont lui, et, pour ma part, je n'y vois aucun mal. Mais veut-on dire par là que M. Bergerot, animé d'un zèle excessif et intempestif, serait d'avis que la France fît la guerre à l'Italie ! Je déclare que c'est une calomnie, et que notre candidat a trop de bon sens et de patriotisme pour vouloir jeter notre pays dans de pareilles aventures.

» On me fait un grief de posséder un château ? Est-ce que par hasard les rouges qui possèdent des châteaux, les brûlent ? Ils font comme moi, ils les gardent et font bien. Veut-on insinuer que je suis un grand seigneur, amoureux des anciens privilèges ? On se trompe, je suis un roturier, et j'ai passé ma jeunesse à travailler. J'ai travaillé dans l'administration des finances en France et puis en Algérie, où m'a appelé la bienveillance d'un directeur des affaires civiles de notre colonie.

» Comme vous l'a dit M. Danel, j'ai offert de me retirer, j'ai insisté pour qu'on proposât un homme ayant plus de notoriété que moi, et une illustration qui me manque. On m'a répondu que 80,000 électeurs m'avaient donné leurs suffrages aux dernières élections, que c'était un devoir pour moi de ne pas déserter la lutte, et qu'agissant autrement je faillirais à mon devoir.

» C'est à cause de cela que je suis resté candidat et qu'aujourd'hui je suis au milieu de vous, non pas pour solliciter vos suffrages, mais pour vous dire qui je suis, et pour vous mettre en garde contre de misérables calomnies auxquelles nos adversaires ont recours comme à des armes familières. Quoi qu'il advienne, et quel que soit le sort de l'élection, croyez bien que je serai toujours fier d'avoir, ne fût-ce que pendant quelques semaines, tenu au milieu de vous le drapeau des honnêtes gens.

On reproche encore à M. Bergerot de vouloir restaurer les priviléges de l'ancienne noblesse; c'est insensé, et ceux qui le disent n'en croient rien. Ces priviléges sont morts depuis quatre-vingts ans, et la Restauration elle-même n'a pas tenté de leur rendre la vie.

Voilà pourquoi mon opinion est qu'il faut voter pour M. Bergerot, qui a obtenu 80,000 suffrages, qui n'a pas recherché le mandat de député, qui tout récemment encore a offert de se retirer, de céder la place à un autre, et qui n'est resté notre candidat que d'après les instances qui lui ont été faites de tous côtés par un grand nombre d'électeurs. »

Interrogé sur ses idées et sur sa vie politique, M. Bergerot a répondu :

« Je ne suis l'homme d'aucun parti, ou plutôt mon parti c'est l'ordre, c'est la France relevée de ses désastres reprenant son rang dans le monde. Je combattrai les radicaux ceux qui soutiennent M. Gambetta ou qui votent avec lui, parce que je hais la dictature et parce que je sais bien qu'une pareille dictature serait le fléau et la ruine de la France. Elle mettrait en défiance contre nous les Prussiens qui sont encore chez nous et aussi toute l'Europe. Ce serait l'écrasement de la patrie. Non, jamais je ne serai avec eux, et voilà pourquoi je me présente comme l'adversaire de M. Deregnaucourt qui est soutenu par eux, qui vote avec eux, qui leur appartient.

Représenter comme un aristocrate, un grand seigneur des anciens temps, un homme qui a passé sa vie à travailler, qui a étudié l'administration en Algérie d'abord, ensuite à Paris, et enfin et surtout dans son pays, qui a été pendant près de vingt ans maire élu de sa commune, membre du conseil général du Nord, qui a manié les grands intérêts de nos contrées et résolu, dans des rapports remarqués, les questions qui s'agitent au sein de notre grande assemblée départementale, vraiment c'était pousser la maladresse aussi loin que le désir de nuire. On peut voir par ce qui précède à quel point cette misérable tactique a réussi. (*Mémorial de Lille.*) A. E.

L'impudence de la politique du *Progrès du Nord* passe toute vraisemblance.

Il dit aujourd'hui :

1° M. Deregnaucourt a seulement demandé au Conseil général, à propos de la peste bovine, que les communes interviennent pour *une part si minime qu'elle soit*, dans les indemnités.

Nous répondons :

« Il est faux que M. Deregnaucourt ait dit : *si minime qu'elle soit*. Le procès-verbal officiel de la séance dit le contraire.

2° Il est faux, ajoute le *Progrès*, qu'un membre du conseil ait dit que cette motion pourrait ruiner toutes les communes.

3° Enfin, le conseil n'a pas repoussé à l'unanimité cette motion par l'excellente raison qu'elle n'a pas été mise aux voix.

Nous répondons, le procès-verbal en main :

« M. Leurent fait connaître que cette proposition a été repoussée par le 4e bureau, à l'unanimité moins une voix. Certaines communes ont des ressources tellement minimes, qu'elles pourraient être complètement ruinées par suite d'une épizootie qui se déclarerait dans une localité.

» M. Stiévenart-Béthune cite une commune des environs de Bouchain, qui a perdu en trois semaines 600 têtes de bétail. Comment pourrait-on faire supporter à la commune une part d'une perte aussi considérable ?

» M. le Président dit que, la proposition n'étant pas appuyée, il n'y a pas lieu de la mettre aux voix. »

M. Deregnaucourt, seul, tout seul, est resté fidèle à sa proposition. Elle n'a été appuyée par personne, pas même par son adjoint M. Deleporte-Bayart.

N'oublions pas, puisque le *Progrès du Nord* nous y invite, de rappeler que M. Deregnaucourt trouvait la «*morale*» fort intéressée à l'adoption de son idée saugrenue.

La «morale» à propos de bestiaux ! Et rien qu'à propos de bestiaux ! quelle singulière et exclusive préoccupation !

Le *Progrès*, habitué à faire beaucoup de bruit pour rien, avait annoncé à son de trompe, qu'un blâme avait été infligé à M. Bergerot, pour ne s'être pas rendu à une réunion de maires ayant pour objet le typhus de la race bovine. Or, M. Bergerot n'avait pas été convoqué, comme en a protesté l'honorable candidat. Les maires de Zegerscappel, de Merkeghem, de Volkerinkhove, de Bellezeele, de Broxeele n'avaient pas non plus reçu de convocation, et ont protesté aussi. O *Progrès*, vos colères à froid, vos calculs menteurs, sont des ficelles usées !

(*Vraie France.*)

Décidément le *Progrès* est fou. Ne sachant plus de quel bois faire flèche, il délire, il extravague. La lettre de MM. de Staplande et Plichon, lui tombant sur la tête comme un pavé, il déparle et mêle M. de Bismark à la candidature de M. Bergerot. Ah ! lorsqu'on n'a pas de point d'appui, on roule dans l'espace.

(*Id.*)

Le *Progrès*, impuissant à nier la stupide proposition de M. Deregnaucourt au Conseil général tendant à mettre à la charge des communes, l'indemnité accordée pour les animaux atteints du typhus, ne tient pas en place. Il a beau faire, les paroles de son candidat sont celles-ci :

Il faut, dit M. Deregnaucourt, que la caisse municipale intervienne dans le paiement de l'indemnité à payer aux propriétaires des animaux abattus. La caisse municipale se trouvant alors exposée à une perte, les municipalités seraient intéressées à assurer l'observation rigoureuse des réglements administratifs.

Conclusion : M. Deregnaucourt est un incapable. Arrière l'incapacité ! (*Id.*)

Le *Progrès* a fait une grande découverte : le comité qui appuie M. Bergerot a préparé une affiche pour être apposée la veille de l'élection. Son candidat y est présenté tel qu'il est, avec son bagage du Conseil général, et le reste. La feuille rouge, plus rouge encore de colère, voudrait que l'on soit muet devant son action fiévreuse. Elle ne nous a pas dit ce que sera sa propre affiche de la dernière heure, mais nous le devinons. (*Id.*)

On lit dans l'*Univers* :

NORD. — La lutte est très-vive, et à l'approche du scrutin, les républicains se montrent si inquiets du résultat, qu'ils ne reculent pas devant les plus odieuses manœuvres pour combattre la candidature de M. Bergerot. Après avoir vainement tenté de représenter M. Derégnaucourt comme le candidat du gouvernement, eux qui sont habitués à se dire les adversaires-nés des candidatures officielles, ils répandent à présent le bruit que M. Bergerot n'est pas le candidat des légitimistes, qui, à les en croire, auraient choisi M. de Nédonchel. Le nom de M. de Nédonchel est de ceux qui imposent à tous le respect, et quand il s'est présenté à d'autres élections, nous l'avons énergiquement soutenu Mais la vérité est que M. de Nédonchel ne se présente pas, qu'il n'y a d'autre candidat conservateur que M. Bergerot, et dès à présent les journaux catholiques du Nord croient devoir mettre en garde les électeurs contre la manœuvre des radicaux qui n'auraient pas hésité, dit-on, à faire imprimer eux-mêmes et distribuer des bulletins au nom de M. de Nédonchel.

Quant à la campagne de M. de Marcère, député du Nord, appartenant au centre gauche, et qui est venu présider une réunion pour recommander aux conservateurs M. Derégnaucourt, cette démarche inconsidérée n'a fait que démasquer le véritable programme du centre gauche dont les affinités sont avec les révolutionnaires. Nous ne savons si l'invention de M. de Marcère sera bien favorable à M. Derégnaucourt, mais il n'est pas douteux qu'elle a été nuisible à M. de Marcère.

Lettre de Paris

(Correspondance particulière du *Journal de Roubaix.*)

Paris, 6 juin 1872.

Les membres de la majorité, à Versailles, sont mis en émoi par le complot de la gauche et du centre gauche qui a manqué, hier, de faire avorter le scrutin pour la nomination des présidents. Non contents d'avoir un républicain comme président de la Chambre, quoique la très grande majorité ne soit pas républicaine, la gauche et le centre gauche avaient la prétention d'avoir dans le bureau un des vice-présidents ; ces deux fractions de l'Asssemblée ont voulu faire l'essai de leurs forces. Vous avez vu qu'elles ont échoué. On s'étonne beaucoup du secret qui a pu être gardé entre environ 150 membres. Cet incident a occupé, hier soir, les réunions extra-parlementaires de la majorité et il a été convenu qu'on se mettrait en garde, pour l'avenir, contre de pareilles surprises.

Les réunions extra-parlementaires n'ont pas encore arrêté leurs listes de candidats au conseil d'Etat.

On cite le marquis de Dampierre, le comte de Maillé, le vicomte de Meaux et M. de Kerdrel comme ayant été les membres de la droite qui ont fait auprès de MM. le comte de Paris et le duc d'Aumale la démarche dont je vous ai entretenus hier.

Le correspondant romain du *Journal des Débats* signale la tendance de plus en plus prononcée des Italiens vers la Prusse et fait les réflexions suivantes :

« Quand on voit cette alliance entre l'Allemagne et l'Italie, alliance qui n'a certainement rien d'agressif pour nous, mais qui nous paralyse absolument ; il est difficile de ne pas se rappeler que, pour fonder l'unité italienne, l'empereur a déployé une persistance et une habileté qui lui ont fait souvent défaut en d'autres occasions.

» L'œuvre a été laborieuse et pénible. J'ai été au courant de ce qui se passait alors. Les Italiens se laissaient faire ; à cette époque, ils étaient dirigés jour par jour et pas à pas par le cabinet de l'empereur, et il faut reconnaître que, dans leur intérêt, ils laisaient bien de se laisser diriger.

» Mais le roi de Prusse était récalcitrant. Pour lui faire signer le traité qui l'a fait empereur et arbitre de l'Europe,